

Statuts de l'Association « *Rêves d'Autres Mondes* »

Article 1 :

Il est fondé entre les adhérents aux présents Statuts une association régie par la loi 1901, ayant pour titre « Rêves d'Autres Mondes »

Article 2 :

Cette association a pour buts :

- De créer une communauté de l'imaginaire autour des jeux de simulation.
- De promouvoir par tous les moyens qui sont en sa possession les jeux de simulation. Elle essaiera de faire partager, découvrir la passion de ses membres.
- De regrouper différentes facettes de l'imaginaire au sein d'une même communauté.
- De regrouper les compétences de ses membres en une entité oeuvrant en communauté.

La durée de l'association est illimitée.

Article 3 :

Le siège social est situé dans le département des Yvelines (78) à Viroflay (78220) à l'adresse suivante : 34, Rue Le Sabazec.

Son transfert éventuel sera décidé par le conseil d'administration sous réserve d'approbation par l'assemblée générale.

Article 4 : Moyens d'actions

L'Association dispose de tous les moyens propres nécessaires à la réalisation de son objet. Cela comporte notamment :

- la mise en place de services pour la communauté
- des services associatifs se déroulant au sein des collectivités locales
- la mise en œuvre d'évènements et manifestations dans tout lieu public et privé
- l'organisation de tournois, de conventions, de parties réseau multi joueurs
- la mise à disposition de serveur de jeux
- le partage de moyens humains, techniques et de compétences.
- des jeux concours
- le soutien à des associations aux buts et objets proches

Article 5 :

L'Association est ouverte à tous dans le respect des convictions individuelles et dans l'indépendance à l'égard des Partis Politiques et des Groupements Confessionnels.

Toute propagande politique et tout prosélytisme religieux sont interdits au sein de l'Association.

Article 6 : Statuts des membres

L'association se compose :

- De membres actifs
Ces membres occupent les places à responsabilité. Cela amène des contraintes en terme d'implication concrètes (administration, développement d'applications, organisation, etc...). Les postes impliqués par ce statut seront fixés par les instances dirigeantes de l'association. Ces membres n'ont pas à payer la cotisation.
- De membres adhérents
Sont membres adhérents l'ensemble des personnes à jour de leur cotisation.
- De membres bienfaiteurs
Les membres bienfaiteurs sont les membres qui ont effectués des dons à l'association. (les dons peuvent être aussi bien des prêts matériels, que des dons financiers...). Pour bénéficier de ce statut, l'ampleur du don doit être au moins 5 fois supérieur au coût de la cotisation. Dans le cas de prêts, l'ampleur financière du prêt sera établi avec bon sens par le Conseil d'Administration : le statut de membre bienfaiteur sera établi par majorité simple des membres présents au Conseil d'Administration.

Les membres peuvent être aussi bien des personnes civiles que morales. Dans ce dernier cas, à tout moment où les décisions de ce membres sont requises, la personne morale devra désigner un responsable à même de prendre des décisions en son nom.

Article 7 : Admission et adhésion

Pour faire partie de l'Association, il faut adhérer aux présents Statuts et s'acquitter de la cotisation dont le montant est fixé par l'assemblée générale. Le Conseil d'Administration pourra refuser des adhésions, avec avis motivé aux intéressés.

On rappelle que les membres actifs n'ont pas à payer de cotisation, et sont donc de fait à jour de leur cotisation.

On nomme cotisation obligatoire la cotisation que chacun des membres doit payer. Pour les membres actifs, celle-ci est réduite à 0.

Article 8 : Perte du statut de membre

La qualité de membre, à titre individuel, se perd par :

- La démission
- Le décès
- La radiation prononcée par le Conseil d'Administration, pour motif grave ou non paiement de la cotisation obligatoire.

Pour les personnes morales, par :

- par retrait décidé par celle-ci, conformément à ses Statuts
- par la radiation prononcée par le Bureau, sauf recours non suspensif à l'Assemblée Générale la plus proche
- pour non-paiement de la cotisation, motif grave ou refus de contribuer au fonctionnement
- par dissolution de la personne morale

Article 9 : Affiliations

L'association Rêves d'Autres Mondes n'a aucune obligation d'affiliation. Le bureau a toute latitude pour déterminer d'éventuelles affiliations. Dans ce cas, l'association s'engagera à se conformer aux statuts et règlements intérieurs des ces associations.

Article 10 : Sections

L'Association est composée de trois Sections. Chaque Section a une autonomie d'organisation et doit rendre compte de son activité à chaque Assemblée Générale de l'association ou au Conseil d'Administration lorsqu'il le demande. Cette autonomie est fixée dans le Règlement Intérieur de l'Association.

On ne peut pas cumuler les postes de dirigeants de section. En outre, postes au Bureau de l'Association et à une instance dirigeante de Section ne sont pas cumulables. Les dites instances dirigeantes des différentes Sections sont fixées dans le Règlement Intérieur de l'Association.

La section « Jeux de Simulation » :

Cette section vise à faire découvrir, grâce à l'implication dans les communautés locales, les différents jeux de simulations (jeux de rôle, jeux de plateaux, jeux de cartes, soirées enquêtes, etc...).

La section Univers Persistant :

Cette section s'occupe essentiellement de créer une communauté active dans le domaine des jeux vidéo « univers persistants » (projet d'univers, partie communautaire LAN etc...).

La section Communication :

Cette section cherche à promouvoir la connaissance des communautés de l'imaginaire en proposant des services communautaires.

Article 11 : Ressources

Les ressources de l'Association se composent :

- Des cotisations
- De la vente de produits, de services ou de prestations fournies par l'association
- De subventions éventuelles
- De dons manuels
- De toute autre ressource qui ne soit pas contraire aux règles en vigueur.

Article 12 : Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit au moins une fois par an et comprend tous les membres de l'Association à quelque titre qu'ils y soient affiliés.

L'assemblée se réunit au moins une fois par an. Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'Association sont convoqués par les soins du secrétaire. Les moyens de convocation sont déterminés dans le Règlement Intérieur. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations.

Le président, assisté des membres du Conseil d'Administration, préside l'assemblée. Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au remplacement, au scrutin secret, des membres du Conseil sortant. Le mode de scrutin est fixé dans le Règlement Intérieur.

Ne devront être traitées, lors de l'Assemblée Générale, que les questions soumises à l'ordre du jour.

Les modalités de vote par correspondance et par procuration sont fixées dans le Règlement Intérieur.

Un quorum d'un tiers de membres est requis pour assurer la validité des décisions de l'Assemblée Générale.

Si le quorum n'est pas atteint, le président peut déclencher la procédure exceptionnelle de prise de décision sans respect du quorum. Dans ce cas, la décision sera validée dans le respect de cette procédure décrite ci-dessous :

Le vote est effectuée par l'ensemble des personnes présentes et représentées. La décision est ratifiée par ce vote. La décision ne prendra effet que quinze jours après le vote, si aucune contestation de procédure n'a été réalisée.

La contestation de procédure a lieu de la manière suivante : Tous les membres non présent ou représenté à l'assemblée générale peuvent envoyer un courrier à l'association en émettant une contestation. Si le nombre de contestation reçue dans les quinze jours dépasse un tiers des membres de l'association, alors la contestation de procédure est réalisée et le vote est invalidé.

Si le vote est invalidé, il faut de nouveau voter. Le bureau dispose de trois semaines pour annoncer un vote par correspondance afin de traiter de ce point. Le vote par correspondance aura ensuite deux semaines pour être reçu et dépouillé. La décision n'est dès lors plus contestable, quel que soit le nombre de votant.

Si le vote n'est pas invalidé, alors la décision du vote est validée et prend effet précisément quinze jours après son vote lors de l'assemblée générale.

Cette procédure a pour objectif d'éviter la paralysie de l'association.

Article 13 : Assemblée Générale Extraordinaire

Si besoin est, ou sur la demande d'au moins un quart des membres inscrits, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire. Les conditions de convocations sont identiques à l'Assemblée Générale Ordinaire. (Article 12).

Un quorum de deux tiers des membres est ici requis pour assurer la validité des décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Si le quorum n'est pas atteint, le président peut déclencher la procédure exceptionnelle de prise de décision sans respect du quorum. Dans ce cas, la décision sera validée dans le respect de cette procédure décrite ci-dessous :

Le vote est effectuée par l'ensemble des personnes présentes et représentées. La décision est ratifiée par ce vote. La décision ne prendra effet que quinze jours après le vote, si aucune contestation de procédure n'a été réalisée.

La contestation de procédure a lieu de la manière suivante : Tous les membres non présent ou représenté à l'assemblée générale peuvent envoyer un courrier à l'association en émettant une contestation. Si le nombre de contestation reçue dans les quinze jours dépasse un tiers des membres de l'association, alors la contestation de procédure est réalisée et le vote est invalidé.

Si le vote est invalidé, il faut de nouveau voter. Le bureau dispose de trois semaines pour annoncer un vote par correspondance afin de traiter de ce point. Le vote par correspondance aura ensuite deux semaines pour être reçu et dépouillé. La décision n'est dès lors plus contestable, quel que soit le nombre de votant.

Si le vote n'est pas invalidé, alors la décision du vote est validée et prend effet précisément quinze jours après son vote lors de l'assemblée générale.

Cette procédure a pour objectif d'éviter la paralysie de l'association.

Article 14 : Conseil d'Administration

L'Association est dirigée par un Conseil d'Administration composé de membres élus pour deux ans par l'Assemblée Générale. Les membres sont rééligibles. Le Conseil d'Administration étant renouvelé chaque année par moitié, la première année, les membres sortants sont désignés par le sort.

En cas de vacance de poste, le Conseil d'Administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif à la plus prochaine Assemblée Générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés. Les mineurs sont éligibles au Conseil d'Administration mais ne peuvent pas l'être au bureau.

Le Conseil d'Administration choisit, parmi ses membres, au scrutin secret, un bureau composé de :

- Un(e) Président(e)
- Un(e) Vice-Président(e)
- Un(e) Trésorier(e)
- Un(e) Secrétaire

Article 15 : Réunion du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an et toutes les fois qu'il est convoqué par le Président ou au moins un quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

La présence d'au moins la moitié des membres est nécessaire pour que le Conseil d'Administration puisse délibérer convenablement.

Article 16 : Modalité générale de vote

Les votes par correspondance (par courrier ou par tout autre moyen fixé par le Règlement Intérieur) et par procuration sont autorisés dans les limites et conditions fixées par le Règlement Intérieur pour l'ensemble des organes de l'Association.

Article 17 : Règlement Intérieur

Un Règlement Intérieur sera établi dans les six mois après la création de l'Association par le Conseil d'administration. Il est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

Article 18 : Dissolution

En cas de dissolution prononcés par les deux tiers des membres présents à l'Assemblée Générale, celle-ci nommera un ou plusieurs liquidateurs qui ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser toutes les valeurs et tous les biens mobiliers et immobiliers de l'Association, s'il y a lieu.

Le reliquat de l'actif après prélèvement des frais de liquidation et paiement des dettes de l'Association, sera dévolu à une Association répondant à un but similaire à celui défini par l'article 2 des présents statuts, ou à défaut à la Fédération Française de Jeux De Rôle (ffjdr).